

**Ensavadur Gwir Breizh**  
*Institut de Droit breton*

**ÉLÉMENTS DE  
DOCTRINE  
DU  
DROIT BRETON**

*De connaissance de monnaie*

*Traductions, corrections & commentaires par Visan ar Floc'h - Bach*

**ARTICLE PREMIER**  
*de la Très Ancienne Coutume de Bretagne :*

*De volonté de justice ; Justice est une volonté établie certaine qui doit donner droit à chacun, et le commandement de Droit est tel Vivre honnêtement, et ne doit nul autrement despire ; ainsi doit l'en faire à chacun sa raison selon Droit. Et il est de Droit écrit, enseigné et arrêté au commencement par l'Institution qui parle de cette matière.*

**ÉDITÉ LE 17 NOVEMBRE 2016 À BREST (BRO LEON)**

## INTRODUCTION

La monnaie, qu'elle soit nationale, régionale, continentale ou internationale, est un sujet important pour tous les acteurs d'une société. La monnaie mesure les échanges commerciaux, l'importance des organisations, des États, des entreprises, des bassins de populations. La monnaie est un outil tant d'échanges, un moyen de conservation des moyens produits que de mesure de ceux-ci.

Le Droit de tous pays comprend naturellement des sources juridiques traitant de la monnaie, de la nature de son existence aux conditions de son emploi, de ses applications et des modifications inhérentes. Le Droit breton n'y fait pas exception.

Nous traiterons dans ce feuillet des éléments de Doctrine du Droit breton sur lesquels nous baser en ce qui concerne l'existence d'un système monétaire breton, en commençant par sa qualité souveraine.

Le Droit financier breton ne se limite pas à quelques articles régissant l'existence de la monnaie, de ses caractéristiques légales, de ses mesures et applications : il se nourrit aussi de la jurisprudence et s'étend à toutes les décisions des États de Bretagne en matière de finances et d'imposition.

La « connaissance de monnaie » se traduit par « l'attribut souverain de la monnaie ».

En Droit romain, nombreux États ont inscrits la connaissance de monnaie dans leur Constitution. Le Duché de Bretagne n'utilisera pas le Droit constitutionnel comme source du Droit en la matière et inscrira la connaissance de monnaie dans ses coutumes générales.

## **Les coutumes, source principale du Droit en matière de connaissance de monnaie :**

### **ARTICLE 143 de la Très Ancienne Coutume de Bretagne**

De cognoessance de monnaye. Nul n'a cognoessance de monnaye, si n'est le prince qui fait faire la. monnaye en son nom. Ceul en pout cognoestre sur toutes personnes, soient clerks, prestres ou [autres gienz de] religion. Se ils ont mort desservie, ils les povent condampner et faire metre à mort, pour ce que ils soient desgradez de lour privilege comme dit est aillours et que le fait soit prouvé davant lour juge de Yglise.

*De connaissance de monnaie. Nul n'a connaissance de monnaie, si ce n'est le Prince qui fait faire la monnaie en son nom. Seul il en peut connaissance sur toute personne, soit clerks, prêtres ou autres gens de religion. S'ils ne sont pas morts, il les peut condamner et faire mettre à mort, pour ce qu'ils soient dégradés de leurs privilèges comme il est dit ailleurs et que le fait soit prouvé devant leur juge d'Église.*

### **COMMENTAIRE**

L'article 143 de la T.A.C. est la seule source générale du Droit antérieure à l'édit de 1532, ordonnant l'attribut souverain de frapper monnaie au Prince, soit le Duc de Bretagne. Cet article est rigide et étant les pouvoirs d'application des Droits de faire Justice au Duc, sans prôner de procédures spécifiques des États ou des Cours en Parlement : le Duc peut ordonner, se faire représenter en personne et tenir Cour en son nom, pour tout manquement au présent article. Nous classerions cette procédure dans les *procédures d'exceptions de la Justice*.

Le Duc règle les conditions d'existence de la monnaie nationale. Il apparaît que cette évaluation ne peut se faire de son seul avis, mais entend bel et bien le concours de ses conseillers et notamment du travail des États de Bretagne et de la Chancellerie. Néanmoins, le cours et l'application légaux, sont garantis par le sceau et la signature du Prince ; nul autre personnel et nulle autre institution, ne peut décréter et faire appliquer l'utilisation et les conditions d'un système monétaire.

L'article met également particulièrement en garde les ordres religieux de toute frappe monétaire concurrentielle ; il s'agit principalement de l'héritage des tensions constantes entre le clergé et les Ducs bretons – ces derniers ayant été très souvent proches du schisme avec le Vatican.

## INNOVATIONS JURIDIQUES

Nous employons aujourd'hui quotidiennement la monnaie européenne, dite EURO, quant à nos tractations commerciales et nos enregistrements monétaires. La monnaie unique européenne, est une monnaie qui échappe juridiquement à la notion d'attributs traditionnels de la souveraineté des Nations, en particulier des États. Les membres de l'Union européenne, déterminent ou non, s'ils souhaitent renoncer ou non à cette conception traditionnelle, l'abroger toute ou partie.

Le Duché de Bretagne, n'a jamais consenti ni de se noyer au sein de la République française, ni même de devenir membre de l'Union Européenne. L'Union européenne n'a jamais considéré le Duché breton comme Nation légalement indépendante de la France, ni ratifié ou enregistré son adhésion en tant qu'État ou Nation. Le plébiscite européen par les Bretons fut le résultat d'une votation illégale et irrégulière sur le territoire breton. Au sens du Droit européen, la reconnaissance de la souveraineté bretonne par un nombre suffisant de protagonistes de la scène internationale des Nations, exclurait *de facto* le Duché de l'Union Européenne.

Quant est-il et qu'en sera-t-il alors juridiquement de l'utilisation de la monnaie unique de l'UE sur le territoire breton ?

Le Droit breton en vigueur, nous l'avons vu, octroie au Prince l'attribut souverain que représente la frappe de monnaie.

L'EURO doit donc être considéré comme une monnaie étrangère. Au cours de l'Histoire du Royaume et du Duché souverain, frappant monnaie d'Or et d'Argent, édictant titres et tenant comptabilité nationale, nous savons que les monnaies des États voisins y étaient changées et même directement utilisées en qualité de monnaies ayant supposément cours légal ou jouissant d'une certaine tolérance générale.

Nous pensons donc naturellement, que l'EURO entre dans ces critères d'opportunités d'utilisation *de fait* par la majorité des sujets bretons, ce qui ne saurait constituer un quelconque motif d'arrestations, de jugements et de sanctions. L'organisme émetteur de la monnaie européenne étant situé en dehors des frontières ducales, échappe techniquement à toute possibilité de procédure en Justice pour ce fait. Il appartient aux Bretons, tant institutionnellement, juridiquement que commercialement, d'en abroger comme en décider poursuivre l'utilisation totale ou partielle.

Le pragmatisme et la flexibilité de la Doctrine bretonne en matière de ré-application du Droit breton, entend de considérer que l'utilisation de la monnaie européenne sur le territoire du Duché permet aujourd'hui et demain la transition pacifique pour la Bretagne de l'état de colonie française à l'état de Nation souveraine, en ne défavorisant ni sanctionnant arbitrairement les échanges commerciaux habitués à l'utilisation de l'Euro pourtant imposé illégalement par l'État français.

Nonobstant, une brève évaluation des principales tendances de notre pays permet de penser qu'une part non négligeable de la population bretonne ne partagerait pas l'idée des effets positifs de l'EURO prônés par les instances européennes, notamment sur la question du pouvoir d'achat ; nous pourrions assez facilement en conclure que les Bretons ne seraient pas favorables au maintien de la monnaie unique sur leur territoire si une alternative crédible émergeait à leur connaissance, notamment dans le cas fort probable d'un non alignement sur la politique européenne actuelle.

Cette possibilité doit être étudiée tant du point de vue des orientations politiques et juridiques que de toutes les conséquences positives ou négatives d'un projet de changement de monnaie, sinon d'un projet de système de double monnaie LUR/EURO.

Un alignement monétaire temporairement tourné vers le champs d'influence de la livre sterling de nos voisins et cousins britanniques/britons ne doit pas non plus être exclu – gageons d'en déterminer la montée en puissance par des choix maritimes et commerciaux renouvelés entre la Mer celtique et la Mer-des-deux-Bretagnes (la *Manche*).

Nous l'avons vu : un système monétaire breton, simplifié par les appellations "monnaie ducale", "monnaie bretonne" ou "Lur" (Traduction de *livre* en breton), ne peut être considéré comme ayant cours légal que par décision du Duc de Bretagne.

Quant serait-il alors des monnaies dites alternatives qui fleurissent sur les bases d'une indexation de l'Euro ? Il convient sur ce point de ne pas plus considérer ces monnaies comme *bretonnes*, puissent-elles être localement considérées vertueuses ; elles sont de plus régies en Droit français soit dans un système de Droit étranger. Les avis politiques divergeront plus que les avis juridiques...

En outre, l'ancien droit sanctionne par la peine de mort les extrémités opposées à la souveraineté du Duc de Bretagne par de potentielles frappes de monnaies concurrentes à la monnaie légale du Duché, notamment par des organismes religieux ayant tous les attributs d'un État dans l'État ; l'Archevêché breton, organisation quasi-étatique, est d'ailleurs au sens moral une institution membre des États de Bretagne. Le Prince, affirme être l'unique souverain des États, micro-états, quasi-états, "fédérés" au sein du Duché, et possède jusqu'au Droit de condamner à mort tout responsable de frappes de fausses ou concurrentes monnaies.

La doctrine morale du Droit international public, par les diverses conventions largement teintées des Droits de l'Homme, ne nous permet pas cette conservation stricte du Droit interne ; du moins en terme de moralité. Ainsi, la peine de mort pour *défaut de souveraineté monétaire*, est une peine inapplicable ; elle soulèverait de plus l'indignation de l'opinion publique comme celle de la majorité des juristes.

L'avis doctrinal – essentiel dans les systèmes juridiques dits de *common law* –, l'opinion général des praticiens du Droit, l'implication politique de la population et de ses représentants tend à autoriser la modification du texte original par la votation parlementaire. Le texte pourrait être ainsi modifié :

**"De connaissance de monnaie. Nul n'a connaissance de monnaie si ce n'est le Prince qui fait faire la monnaie en son nom. Seul il en peut connaissance sur toute personne physique ou morale et peut les condamner."**

Ce type d'opération peut constituer un des éléments des modifications et rectifications générales du Droit breton, dans un processus moderniste plus grand qui prendrait la forme d'un travail de réalignement de notre Droit interne sur les valeurs bien comprises du Droit international – notamment en matière de Droits de l'homme. Le Docteur en Droit Louis Melennec fonde précisément cette doctrine humaniste dans les considérations du processus legaliste breton, auquel nous ne pouvons censément et aventureusement nous soustraire ; les Bretons ont livrés au Monde civilisé un nombre conséquent de juristes ayant tiré de leur Culture bretonne les armes intellectuelles nécessaires à la marche civilisationnelle collective du Monde, sans peu considérer devoir faire reculer nos droits.

Convenablement analysé et compris, l'esprit de l'article 143 de la T.A.C. ne se focalise pas tant sur la peine de mort, puisqu'à l'époque de sa rédaction, les organismes religieux concédaient assez facilement devoir laisser l'attribut monétaire à tout souverain qui accueillait leurs ordres séculaires. Question de paix sociale, en quelques sortes. Les lois sont souvent les grands principes d'intérêts particuliers et souvent sacralisés.

Nous conserverons dans notre analyse l'essence principale de l'article, soit le fait constant que la monnaie est un attribut souverain réservé en dernier ressort à l'appréciation, au sceau et à la signature du Prince, sur le conseil avisé du Parlement et de la Chancellerie ; à garder en mémoire que les États de Bretagne préparaient largement le travail en aval, le Duc – considérons-le – se contentant de ratifier les attributs lui étant souverainement réservés pour les applications en *dues et valables formes* – entendez : légales. Nous possédions et pourrions posséder encore – il ne faut l'oublier – un système juridique complexe et fort développé, posant les solides bases à des compétences et procédures contemporaines dans ce type de processus législatif complexe. Au "moyen-âge", le Duché n'est pas une Nation sauvage ou barbare : le Droit institutionnel y est doré et déjà fort apprécié, les procédures entre échelons plénipotentiaires s'effectuant de manière largement civilisée et strictement ordonnée, même au sens ou nous l'entendons aujourd'hui. Les différences résident essentiellement dans l'appréciation que nous avons désormais des concepts politiques et dans l'emploi d'un vocabulaire d'époque – pour le reste, nous ne sortons pas tout juste des cavernes et c'est bien la colonisation française qui nous fera faire un bond de plusieurs siècles en arrière, notamment sur les valeurs et la rigueur du Droit.

Le travail de remise en forme monétaire sur le territoire du Duché, doit considérer partir des bases d'un Droit monétaire stricte, principalement sur la notion d'attribut de souveraineté que représente la frappe de la monnaie : sans intervention princière, toute réinvention peut apparaître impossible, sinon complexe, voire inutile, impopulaire ou difficile d'applications.

Ne faut-il pas traiter la question monétaire sur un champs le plus large possible de solutions futures, mêlant sciences des idées et des probabilités mathématiques ? De même, ne faudrait-il faire participer les tendances d'opinions et en réserver l'arbitrage sage et final au Souverain ?

Combien seraient favorables au referendum, ou toute votation d'initiative populaire, nous serions tentés de penser que le dossier est bien trop complexe pour être jeté en pâture aux personnes qui attendent justement que leurs intellectuels, représentants et institutions prennent les mesures d'études et de propositions étoffées pour être en mesure d'en assumer ensuite collectivement les décisions les plus appréciées.

Le présent sujet n'est hélas ni léger ni facile.